



## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du mardi 12 novembre 2024

Nombre de membres en exercice :	27
Nombre de présents :	20
Nombre de votants :	25

Date de la convocation : 31 octobre 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le douze novembre à quatorze heures trente-six, les membres de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de conférence de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, 24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Monsieur Patrice BROUHARD.

## Présents :

Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage), M. Alain BOMPARD (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Martine FARRAS (Marennes-Hiers-Brouage), M. Richard GUÉRIT (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Philippe LUTZ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie PETIT (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Michelle PIVETEAU (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-Le Chapus), M. Philippe BIARD (Bourcefranc-Le Chapus), Mme Patricia PARIS (Bourcefranc-Le Chapus), M. Guy PROTEAU (Bourcefranc-Le Chapus), M. Patrice BROUHARD (Le Gua), M. Stéphane DELAGE (Le Gua), M. Jean-Lou CHEMIN (Saint-Just-Luzac), Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL-BÉGU (Saint-Just-Luzac), M. Jean-Pierre MANCEAU (Saint-Just-Luzac), M. François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre), M. Joël PAPINEAU (Saint-Sornin)

## Absents excusés :

M. Jean-Pierre FROC (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à M. Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Frédérique LIÈVRE (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Sabrina HUET (Bourcefranc-Le Chapus) : pouvoir à Mme Patricia PARIS (Bourcefranc-Le Chapus), Mme Béatrice ORTEGA (Le Gua) : pouvoir à M. Stéphane DELAGE (Le Gua), Mme Ingrid CHEVALIER (Nieulle-sur-Seudre) : pouvoir à M. François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre)

## Absents :

M. Jean-Louis BERTHÉ (Bourcefranc-Le Chapus), M. Joël CHAGNOLEAU (Le Gua)

Secrétaire de séance : M. François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre)

Protection sociale complémentaire individuelle*Ressources  
humaines*

Monsieur le Président expose :

La participation au financement de la protection sociale complémentaire des agents dans les domaines de la santé et de la prévoyance en cas d'incapacité de travail, d'invalidité ou de décès (principalement la garantie maintien de salaire) devient obligatoire, pour le risque prévoyance, à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Sont éligibles à cette participation les contrats et règlements en matière de prévoyance remplissant la

condition de solidarité entre les bénéficiaires, actifs ou retraités, attestée par la délivrance d'un label dans les conditions prévues issues du décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011.

Pour aider leurs agents à se couvrir par une protection sociale complémentaire, les collectivités territoriales et EPCI ont le choix entre deux solutions :

- ✓ Opter pour la procédure de labellisation : en aidant les agents ayant souscrit un contrat ou adhéré à un règlement, qui a été labellisé au niveau national (selon un minimum fixé aujourd'hui à 7€ brut mensuel) ;
- ✓ Opter pour la convention de participation (sélection d'une offre répondant aux besoins propres des agents et remplissant les conditions de solidarité prévues par la réglementation).

Cette délibération sera instruite pour avis au Comité Social Territorial (CST) prévu en février 2025.

Le Conseil Communautaire, lors de la séance du 9 avril 2024, a décidé de se joindre à la convention de participation dans le domaine de la prévoyance organisée par le CDG17. Dans l'attente des éléments budgétaires en lien avec ce contrat, il est proposé aux membres du Conseil Communautaire de retenir la procédure de labellisation pour le risque prévoyance, de fixer le montant de participation identique pour tous les agents à 20 € brut par mois et par agent et de verser la participation financière aux agents titulaires et stagiaires de la collectivité, en position d'activité ou détachés auprès de celle-ci, travaillant à temps complet, à temps partiel ou à temps non complet, ainsi qu'aux agents contractuels de droit public et de droit privé en activité, ou bénéficiant d'un congé assimilé à une période d'activité.

Il est précisé que la participation de la collectivité ne peut, en aucun cas, être supérieure au coût réel de la cotisation.

#### LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Vu le Code Général de la Fonction Publique, et notamment les articles L. 827-1 et suivants ;

Vu les articles 23 et 24 du décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 ;

Vu le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 et les conclusions issues de l'accord de méthode du 12 juillet relatif à la conduite des négociations relatives à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique territoriale ;

Vu la délibération n°2024/CC03/45 du Conseil Communautaire du 9 avril 2024 relative à la convention de participation CDG17 pour le lancement d'une consultation dans le domaine de la prévoyance ;

Après avoir entendu l'exposé du Président,

#### DÉCIDE

- De retenir la procédure de labellisation pour le risque prévoyance ;
- De fixer un montant de participation identique pour tous les agents à 20 € brut par mois et par agent. Cette participation financière sera versée sur présentation annuelle d'une attestation délivrée par l'assureur et attestant de la labellisation du contrat souscrit ;
- De verser la participation financière aux agents titulaires et stagiaires de la collectivité, en position d'activité ou détachés auprès de celle-ci, travaillant à temps complet, à temps partiel ou à temps non complet, ainsi qu'aux agents contractuels de droit public et de droit privé en activité, ou bénéficiant d'un congé assimilé à une période d'activité ;
- D'inscrire les crédits correspondants au budget ;

- De dire que l'autorité territoriale est chargée de l'exécution de la présente délibération, qui prend effet au 1<sup>er</sup> janvier 2025.

ADOpte À L'UNANIMITÉ

Pour : 25

Contre : 0

Abstention : 0

Pour extrait conforme au registre des délibérations

Le Président  
Patrice BROUHARD

Le Secrétaire de séance  
François SERVENT

